

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WESTLAKE COMPOUNDS FRANCE

Chemin de Saint Léonard
ZISE
51100 Reims

Références : D3i 2025-1180
Code AIOT : 0005701610

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement WESTLAKE COMPOUNDS FRANCE implanté CHEMIN DE ST LEONARD ZI SUD EST DE LA POMPELLE 51683 REIMS CEDEX 2 51100 Reims. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection porte sur les échéances en cours.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WESTLAKE COMPOUNDS FRANCE
- CHEMIN DE ST LEONARD ZI SUD EST DE LA POMPELLE 51683 REIMS CEDEX 2 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701610

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société WESTLAKE COMPOUNDS France fabrique et commercialise des composés vinyles sous forme de granulés et de poudres à destination des transformateurs de matières plastiques pour différentes applications (automobile, bâtiment, etc.). Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 27 août 2008.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 27/08/2008, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence :

- la nécessité de réaliser une nouvelle campagne de mesures des rejets atmosphériques, la fiabilité des résultats précédents étant remise en question ;
- la nécessité d'engager une recherche par substance dans les émissions atmosphériques : l'exploitant indique utiliser des produits contenant des COV classés cancérigènes, mais il n'est pas en mesure, à ce jour, de déterminer la nature des produits de décomposition qui se retrouvent dans les rejets atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 31/08/2024
Prescription contrôlée : <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement.</p> <p>Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>
Constats : <p>Depuis la précédente visite, l'exploitant a installé des filtres de protection sur les 9 avaloires d'eaux pluviales afin d'être en mesure de capter la résine PVC produite sur le site qui a une taille entre 100 µm et 200 µm.</p> <p>La fiche technique des filtres de protection installés a pu être consultée. Par sondage, elle n'appelle pas de commentaire. Les filtres installés ont un pouvoir de captation allant jusqu'à 10µm, ce qui est suffisant pour prévenir la dissémination de la résine PVC dans l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

- date d'échéance qui a été retenue : 31/08/2024

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;
- c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;
- d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;
- e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;
- f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;
- g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

Depuis la précédente visite, l'exploitant a révisé ses procédures internes.

Concernant le contrôle interne de ses procédures :

La procédure "HSE-P02-surveillance des impacts environnementaux" a été modifiée. La fréquence de ces contrôles est passée d'un contrôle annuel à semestriel.

Les derniers compte-rendus de contrôle interne des procédures datant du 21 février 2025 et du 17 octobre 2025 ont pu être consultés.

Il n'est plus constaté d'écart à la prescription contrôlée sur ce point.

Concernant la vérification visuelle de l'état du bassin de rétention (identifié comme "observation" de l'Inspection) :

La fréquence de vérification visuelle du bassin de rétention est passée d'une vérification tous les 5 ans à une vérification trimestrielle par un service désigné et annuelle par le service prévention.

Le compte-rendu de vérification du service prévention du 9 décembre 2024 mentionne qu'un nettoyage du bassin de rétention est nécessaire et à prévoir courant 2025. L'exploitant a déclaré avoir procédé à ce nettoyage en date du 28 octobre 2025.

Suite à la visite terrain, l'Inspection n'a pas commenté à émettre sur l'aspect visuel du bassin de

rétenion.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2008, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et flux, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

	Ateliers	Chaudière 1	Chaudière 2
Poussières	100 mg/m ³ 200 g/h		
COV	110 mg/m ³ 350 g/h		
O ₂		10%	10%
CO ₂		8% 170 kg/h	8% 270 kg/h
NO		90 mg/m ³ 110 g/h	90 mg/m ³ 170 g/h
CO		10 mg/m ³ 8 g/h	30 mg/m ³ 50 g/h

Flux totaux

	g/h	Kg/j	Tonnes/an
Poussières	200	5	2
COV	350	9	3
CO ₂	440 000	10 560	3 600
NO	280	7	2,5
CO	58	3,8	1,5

Article 58 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 :

III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

L'exploitant a présenté un rapport de mesures des rejets atmosphériques réalisé par un prestataire daté du 3 avril 2023. Ce rapport fait apparaître un dépassement des valeurs limites d'émission.

En effet, pour le paramètre COVT (Composés Organiques Volatils Totaux), une concentration de 194 mg/Nm³ a été mesurée pour une VLE fixée à 110 mg/Nm³ sur l'extrudeuse L2. Toutefois, la vitesse d'éjection et le débit associés à cette mesure sont indiqués comme nuls, ce qui n'est pas cohérent.

En conséquence, l'Inspection met en doute la fiabilité des données du rapport de mesures présenté par l'exploitant.

De plus, la fréquence annuelle de surveillance des rejets atmosphériques, définie au point III de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 02/02/98, ne semble pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous un délai d'un mois :

- une justification permettant d'interpréter les valeurs de vitesse et de débit des COV du rapport du 03/04/2023 ;
 - la justification de la mise en place de mesures annuelles sur les rejets atmosphériques.
- sous un délai de six mois :

- un nouveau rapport de mesures des rejets atmosphériques. La méthode employée devra être justifiée et conforme aux prescriptions en vigueur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Type de COV rejetés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>7° Composés organiques :</p> <p>a) Rejet total en composés organiques à l'exclusion du méthane : si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 150 mg/m³. Dans le cas de l'utilisation d'une technique d'incinération pour l'élimination des composés organiques, la valeur limite de concentration est exprimée en carbone total et est ramenée à 50 mg/m³ ;</p> <p>b) Composés organiques visés à l'annexe III : si le flux horaire total de composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m³.</p> <p>En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de concentration de 20 mg/m³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 150 mg/m³ s'impose à l'ensemble des composés visés et non visés.</p> <p>[...]</p> <p>12° Rejets de substances cancérigènes : l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe une valeur limite d'émission :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si le flux horaire de l'une des substances visées à l'annexe IV a dépasse 0,5 g/h ; - si le flux horaire de l'une des substances visées à l'annexe IV b dépasse 2 g/h ; - si le flux horaire de l'une des substances visées à l'annexe IV c dépasse 5 g/h ; - si le flux horaire de l'une des substances visées à l'annexe IV d dépasse 25 g/h.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise deux substances comportant des COV considérés selon lui comme cancérigènes. Toutefois, il n'est pas en mesure d'affirmer ou non si ces substances ou leurs produits de décomposition sont rejetées à l'atmosphère par ses émissaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre dans un délai de 6 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un justificatif démontrant la présence ou non de COV listés à l'annexe III de l'arrêté du 02/02/1998 dans les rejets atmosphériques. A partir de la composition des matières premières utilisées dans le process, l'exploitant procède à l'analyse des produits de décompositions susceptibles d'être présents dans les rejets atmosphériques. Le cas échéant, l'exploitant devra se positionner vis-à-vis des valeurs limites d'émissions de l'article 27 et il évaluera si un

remplacement par des substances ou des mélanges moins nocifs est techniquement et économiquement possible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois